



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 17 AVR. 2025

mettant en demeure la société GUSTAVE MULLER à Herrlisheim
de respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation
du 07 juin 2011 réglementant ses installations

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 07 juin 2011, portant autorisation d'exploiter, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, à la société GUSTAVE MULLER à Herrlisheim ;
- VU** le rapport du 12 mars 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 12 février 2025, l'exploitant n'a pas présenté de rapport de contrôle d'air des dépoussiéreurs ;

CONSIDÉRANT qu'il est ainsi contrevenu aux prescriptions de l'article 8.5 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 05 juin 2011 susvisé qui veulent que :

« Les effluents gazeux rejetés sont contrôlés avant toute dilution selon la fréquence suivante :

<i>Identification de l'émissaire</i>	<i>Paramètres</i>	<i>Périodicité</i>
<i>Dépoussiéreurs</i>	<i>Poussières totales</i>	<i>Tous les ans par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement</i>

».

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 12 février 2025, l'exploitant a présenté le rapport annuel effectué par un organisme compétent daté du 15 avril 2022, soit il y a près de trois ans ; que de plus, ce rapport ne comporte pas de déclaration de l'organisme concernant l'état de conformité des installations vis-à-vis des réglementations en vigueur ;

CONSIDÉRANT qu'il est ainsi contrevenu aux prescriptions de l'article 15.4 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 05 juin 2011 susvisé qui veulent que :

*« L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel effectué par un organisme compétent. Ce rapport doit comporter : [...]
- les conclusions de l'organisme concernant l'état de la conformité des installations avec les réglementations en vigueur » ;*

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 12 février 2025, l'exploitant n'a pas présenté de consigne écrite pour l'utilisation du balai ;

CONSIDÉRANT qu'il est ainsi contrevenu aux prescriptions de l'article 18.1.3 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 05 juin 2011 susvisé qui veulent que :

« [...] Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et faire l'objet de consignes particulières » ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 12 février 2025, l'exploitant n'a pas montré, lors de la visite, le dispositif permettant la détection immédiate d'un incident et l'arrêt de l'installation ;

CONSIDÉRANT qu'il est ainsi contrevenu aux prescriptions de l'article 18.1.2 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 05 juin 2011 susvisé, qui veulent que :

« Les dépoussiéreurs et les dispositifs de transport des produits (élévateurs, transporteur à chaîne, transporteur à bande ou pneumatique) sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières.

Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident et l'arrêt de l'installation » ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement :

« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société GUSTAVE MULLER, dont les installations sont situées ZAC du Ried, rue Kastler à 67850 Herrlisheim, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de sa société, dans un délai de **trois mois**, les prescriptions des articles 5, 15.4, 18.1.2 et 18.1.3 de l'arrêté préfectoral du 07 juin 2011 susvisé, reprises ci-après :

Article 5 : « Les effluents gazeux rejetés sont contrôlés avant toute dilution selon la fréquence suivante :

Identification de l'émissaire	Paramètres	Périodicité
Dépoussiéreurs	Poussières totales	Tous les ans par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement

Article 15.4 : « L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel effectué par un organisme compétent. Ce rapport doit comporter : [...]

- les conclusions de l'organisme concernant l'état de la conformité des installations avec les réglementations en vigueur. »

Article 18.1.2 : « Les dépoussiéreurs et les dispositifs de transport des produits (élévateurs, transporteur à chaîne, transporteur à bande ou pneumatique) sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières.

Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident et l'arrêt de l'installation ».

Article 18.1.3 : « [...] Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et faire l'objet de consignes particulières ».

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives – voies et délais de recours

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31, avenue de la Paix – BP 51038 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

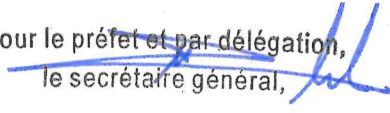
Article 4 : exécution

- Le sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg,
- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GUSTAVE MULLER à Herrlisheim par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Herrlisheim.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général, 

Mathieu DUHAMEL